

Questions orales

vées par le COJO, par Montréal et par Québec? Dans l'affirmative, pourquoi n'est-il pas décidé à intervenir directement pour faire le tour de la situation, en rencontrant peut-être les responsables du COI, afin de sauvegarder la participation fédérale et peut-être d'opter pour une autre mesure acceptable que Montréal n'ose pas prendre?

● (1440)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il s'agit là de questions bien hypothétiques. Le gouvernement est sûr que les Jeux olympiques auront lieu au Canada l'an prochain.

Des voix: Bravo!

* * *

LES FINANCES**DEMANDE DE RACHAT AU PAIR DES OBLIGATIONS PERPÉTUELLES DÉTENUES PAR DES CITOYENS ÂGÉS**

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme les obligations perpétuelles doivent être remboursées dans 20 ans et que de nombreux détenteurs qui les avaient achetées en confiance sont maintenant âgés et ont besoin d'un rendement intégral sur le capital investi en vue de faire face à l'augmentation du coût de la vie, le ministre va-t-il justifier leur confiance en offrant à ceux qui ont acheté les obligations à l'origine, de les leur racheter au pair lorsqu'ils atteindront l'âge de 65 ans?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la difficulté qui se présente dans ce cas est de trouver une façon équitable de rembourser le capital sans trop faire subir d'écarts à la valeur boursière, ce qui nuirait à ceux qui les vendent tout de suite avant. En fonction du remboursement dans 20 ans, ces obligations ont maintenant un rendement réel semblable à celui des autres obligations.

M. Towers: Monsieur l'Orateur, ma question portait sur les détenteurs qui avaient acheté les obligations au moment de leur émission, et qui sont maintenant dans une situation pitoyable. Le ministre veut-il songer à ces personnes âgées qui détiennent leurs obligations depuis le début?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je suis prêt à entendre toutes les instances mais je ne serais pas trop optimiste quant à la demande du député.

[M. Jelinek.]

LE STATUT DES FEMMES**LE REFUS D'AIR CANADA QUANT À L'ACCEPTATION DU TITRE «MAD.»—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social en sa qualité de défenseur des droits de la femme. Communiquera-t-il avec Air Canada à propos de leur insistance pour n'utiliser que les titres «M^{lle}» ou «M^{me}»? La société n'accepte pas le titre «Mad.». Le ministre peut-il découvrir pourquoi?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, il me fera plaisir de prendre note de la recommandation de l'honorable député. J'en ferai part à mon collègue du ministère des Transports et à Air Canada qui, j'en suis sûr, la prendront en sérieuse considération.

[Traduction]

M. Saltsman: Le ministre peut-il dire quand il pense avoir terminé son dialogue avec le ministre des Transports et l'ordinateur d'Air Canada et pouvoir faire rapport à la Chambre?

[Français]

M. Lalonde: Le plus tôt possible, monsieur le président.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES**LA PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION BAYDA**

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Quels progrès la Commission Bayda, qui étudie les problèmes ouvriers dans l'industrie céréalière de la côte ouest, a-t-elle accomplis? Quand pourrions-nous voir son rapport définitif?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, cette question devrait s'adresser au ministre du Travail.

M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre du Travail. Quels progrès la Commission Bayda, qui étudie les problèmes céréalières et les conflits ouvriers qui sévissent sur la côte ouest dans l'industrie de la manutention des grains, a-t-elle accomplis et quand pourrions-nous voir son rapport définitif?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, si j'ai bonne mémoire, M. le juge Bayda a indiqué que son rapport serait prêt vers la mi-juillet. Je m'en assurerai et je communiquerai avec le député plus tard.